

Les raisons d'une croisade d'extermination

par Vincent Reynouard

30 janvier 2013 : 80^{ème} anniversaire de l'arrivée d'Adolf Hitler au pouvoir et 80^{ème} livraison de *Sans Concession*. Les clins d'œil du destin sont toujours amusants...

Notre objectif n'est cependant pas de nous complaire dans une nostalgie stérile. Parce que depuis 1945, la guerre continue et qu'en pleine bataille, il n'y a pas de place pour la nostalgie. « La guerre continue »... voilà une affirmation qui en surprendra plus d'un. Mais lorsque, le 11 juin 1940, Winston Churchill déclara que même en cas de défaite militaire de la France, « *les Alliés conserv[eraient] en fin de compte, les moyens de vaincre et de détruire le régime national-socialiste* » (voy. Maxime Weygand, *Mémoires, Rappelé au Service* [1950], t. II, p. 596), il révéla que le conflit armé n'était pas une lutte pour l'indépendance de la Pologne, mais une croisade idéologique d'extermination. Car enfin, Staline n'avait-il pas, lui aussi, envahi la Pologne après s'être entendu avec Hitler ? Dès lors, pourquoi son régime n'était-il pas, lui aussi, visé par Churchill ? Ce simple « oubli » démontrait que le motif officiellement invoqué n'était qu'un prétexte. Les deux grandes démocraties libérales européennes avaient pris les armes pour détruire un régime qu'elles abhorraient.

Dans cette lutte, deux alliés de poids devaient logiquement les rejoindre : la grande démocratie libérale américaine et la grande « démocratie populaire » soviétique. Voilà pourquoi Churchill, qui avait tant critiqué le bolchevisme par le passé, s'était bien gardé de déclarer la guerre à Staline. Il escomptait une redistribution des cartes.

Celle-ci survint le 21 juin 1941 lorsque, prévenu des préparatifs soviétiques, Hitler déclencha une guerre préventive contre l'U.R.S.S. A partir de cet instant, le conflit armé apparut sous son vrai jour, celui d'une croisade idéologique. En janvier 1944, un inspecteur régional de la Légion des volontaires français, J.-P. Seltzer, écrivit : « *la guerre actuelle qui ravage le globe entier a laissé sa forme initiale pour prendre celle d'un conflit idéologique* » (voy. *Le Lien*, 16 janvier 1944, p. 4). Plus d'un an auparavant, le Lorrain Martin de Briey avait lancé : « *Il n'y a plus de frontières ni de lignes de démarcation : il n'y a plus qu'un immense champ de bataille commun où les Européens, de quelque nationalité qu'ils soient, doivent confondre leurs rangs fraternels, leurs armes, leurs ressources, leur sang, pour faire face au péril commun sur tous les fronts de l'Est et de l'Ouest, du Nord et du Sud, où la lutte est portée par un ennemi commun qui se nomme Angleterre, Amérique, Soviets* » (voy. *Le Lien*, 15 novembre 1942, p. 1). En juillet 1943, cet ardent patriote qui avait décidé tout compris écrivit : « *Si le conflit était entre la France et l'Allemagne, tous les Français, sauf les traîtres ou les fous, seraient avec la France et contre l'Allemagne. Mais c'est précisément parce que ce conflit n'est pas entre la France et l'Allemagne, mais qu'il est entre l'idéologie révolutionnaire que présente l'Allemagne et les idéologies opposées — Capitalisme impérialiste et Bolchevisme universel — que représentent l'Amérique et la Russie, c'est pour cela que les Français ne sont pas d'accord entre eux et meurtrissent leur unité* » (voy. *Le Lien*, n° 10, juillet 1943, pp. 1 et 2).

Croisade idéologique pour éradiquer le national-socialisme, le conflit ne pouvait pas se terminer par la simple victoire des armes. La reddition sans conditions de l'ennemi et la destruction de ses structures étatiques étaient encore insuffisantes. « *La victoire n'est [...] complète, écrivit Maurice Bardèche, que si, après avoir forcé la citadelle, on force les consciences* » (voy. *Nuremberg ou la terre promise* [1948], pp. 17-8). D'où la dénazification qui dura jusqu'au début des années 50.

Les vingt années qui suivirent donnèrent l'impression que la seconde guerre mondiale était terminée. Avec la guerre froide (et ses épisodes « chauds »), la décolonisation, la reconstruction, les mutations technologiques et les chambardements sociaux (phénomène hippie, mai 68, revendications féministes), le monde avait d'autres préoccupations.

Mais dans cet Occident bâti sur les ruines de l'Axe, les années 70 virent l'enrayement de cette belle machine économique qui devait assurer le bonheur universel fondé sur la liberté individuelle et la jouissance matérielle. Le « choc pétrolier » et la « crise » semblaient avoir tout gâté. Cependant, le malaise était bien plus profond : « *on ne meurt plus en Occident de froid, de faim ou des épidémies qui ont ravagé l'Europe voici quelques siècles, écrit Pierre Feschotte. Mais on s'entretue sur les routes ; les plus favorisés voient leur taux de suicide augmenter, quand ils ne fuient pas notre monde en abaissant leur niveau de conscience par des drogues de toutes sortes* » (voy. *Les mirages de la science* [rééd. 1990], p. 21). Seul le progrès technologique permet aux jeunes générations d'oublier leur vide intérieur en s'étourdissant grâce aux possibilités offertes par les nanotechnologies. Mais pour combien de temps ?

A l'échelle mondiale, les forces les plus contraires se développaient librement pour mieux s'entrechoquer. La planète offrait donc le spectacle d'une jungle instable sans cesse secouée par des conflits économiques ou armés. D'où les problèmes de plus en plus graves rencontrés par le tiers-monde puis le quart-monde : instabilité chronique, pauvreté endémique, famines, massacres. Il était loin le « serment de Mauthausen » qui affirmait : « *Nous [les anciens déportés] suivrons un chemin commun, le chemin de la compréhension réciproque, le chemin de la collaboration à la grande œuvre de l'édification d'un monde nouveau, libre et juste pour tous* » (voy. *Le Choc. 1945. La presse révèle l'enfer des camps nazis* [1985], p. 147). Du Vietnam au Biafra, en passant par le Moyen-Orient, la barbarie frappait ce « monde nouveau ».

Seuls les naïfs pouvaient s'en étonner. Car malgré les belles phrases, l'O.N.U. n'était pas née d'une victoire militaire obtenue au terme d'un combat régulier, d'homme à homme, sur le champ de bataille. En Asie et en Europe, nos « croisés de la civilisation » avaient arraché la victoire en écrasant les pays ennemis sous des centaines de milliers de tonnes de bombes au phosphore et grâce à deux bombes atomiques larguées sur des villes peuplées de femmes et d'enfants. Dès lors, que pouvait-on espérer de leur « civilisation » ? Dès 1943, dans un article bien oublié, Jean Fabry avait prévenu :

« *Le chemin de la barbarie passe à sept ou huit mille mètres de hauteur quelque part dans le ciel de Lorient, de Brest, de Paris ou d'Anvers. L'homme ne monte si haut que pour retourner à la bête.*

« *“C'est la guerre”, il paraît ! Il est possible qu'on ne puisse, en 1943, faire la guerre autrement et la concevoir moins laide ; alors, il faut convenir avec le reste de loyauté qu'elle n'a pas encore retiré de la circulation, qu'elle nous ramène tout droit à la barbarie la plus dégradante.*

« *Il faut savoir si “c'est la guerre” que cet arrosage au petit bonheur de 7 à 8 000 mètres de haut, des rives de la Seine du pont de Suresnes au viaduc d'Auteuil, dans la journée et à l'heure où sont réunies au maximum les chances de faire souffrir les plus innocents ? Sur ce parcours bien parisien, il y a tout de même un peu plus de promenades, de stades, d'hippodromes que d'usines ; et si celles-ci étaient vides le dimanche 4 avril, les autres étaient remplis de promeneurs paisibles.*

« *Il faut savoir si “c'est la guerre”, de mettre dans le même sac, machines-outils et voitures d'enfants, gares et écoles, casernes et hôpitaux, et de taper dessus à tour de bras ; d'un bras aveugle, de sept mille mètres de long, qui est tout à fait sûr de cogner dans de la bouillie de nourrissons, de gamins et de malades ?*

« Si c'est bien ça la guerre, et s'il est bien de faire ainsi, alors il n'est plus rien de défendu. Après cet "exemple" tombé de si haut, il ne peut plus passer sur le monde qu'une immense vague d'immoralité.

« Péchés mortels ou véniels, attentats ou peccadilles, tout est absous.

« A tous les échelons du meurtre, du vol, de la corruption, de l'imposture, de l'impolitesse, tout devient permis ; du grand au petit tout fait la chaîne [...]. A semer la bestialité, on récolte le vice et le meurtre.

« Ainsi le monde s'en va vers la barbarie » (voy. J. Fabry, « Le chemin de la barbarie », dans *Gringoire*, 30 avril 1943, p. 3).

Et l'auteur de conclure : « On nous assure qu'à coups d'ailes des "Liberator" et à coups de rames des "Liberty" nous prenons le chemin de la Liberté. Ce n'est pas vrai, nous sommes sur la route de la barbarie » (*id.*).

Trois décennies plus tard, cet avertissement se vérifiait amplement. Mais ressurgissait alors la question posée dès 1948 par Maurice Bardèche : « Et si le national-socialisme avait été, en réalité, la vérité et le progrès, ou du moins, une forme de la vérité et du progrès ? » (voy. *Nuremberg ou...*, p. 43). Voilà pourquoi les années 70 virent le réveil de la guerre idéologique contre le national-socialisme. Il fallait impérativement présenter aux peuples cette idéologie comme un bloc monolithique obscur, comme « l'ennemi mortel de l'homme » (voy. *L'impossible oublié. La déportation dans les camps nazis* [1989], dos). Hitler était alors décrit comme un dictateur sanguinaire et mégalomane régnant sur une Allemagne peuplée d'agents de la Gestapo et remplie de camps de concentration. Sa folie meurtrière avait causé la mort de cinquante millions de personnes, dont six millions de juifs systématiquement mis à mort au nom d'une haine antisémite relevant du simple préjugé.

Profitant du recul de la religion, la guerre se radicalisa pour devenir religieuse. Hitler remplaça le diable et la « chambre à gaz » le tréfonds de l'Enfer.

Une telle présentation du national-socialisme permet de gommer ou de minimiser tous les faits gênants. Ainsi, personne ne conteste que Hitler soit arrivé légalement au pouvoir. Mais la thèse officielle prétend qu'une fois chancelier, il se serait empressé de supprimer les libertés publiques et de mettre en place une dictature qui lui aurait permis de gouverner selon son propre vouloir. Or, comme l'écrivait l'abbé Lambert :

« si Hitler commande en chef, ce n'est pas parce qu'il a imposé de manière artificielle son autorité sur l'Allemagne.

« Hitler, en fait, est l'émanation même du peuple allemand. Il incarne son intelligence, sa conscience, sa volonté.

« A ce titre, il n'est pas à proprement parler un dictateur, puisqu'il représente l'intelligence, la volonté, la conscience, non pas seulement de 10 000 individus, mais de millions d'êtres qu'il dirige, non seulement selon son inspiration à lui, mais selon leur inspiration » (voy. abbé Lambert, *L'Allemagne d'aujourd'hui expliquée par l'Allemagne d'avant-guerre* [1942], p. 122).

Mais si Hitler pouvait prétendre incarner un peuple, c'était tout d'abord parce que ce peuple se présentait comme une unité. Et c'est ici le point capital. Ce qui fait du national-socialisme une idéologie véritablement révolutionnaire (ou contre-révolutionnaire si l'on prend en compte le fait que nos démocraties sont issues de la Révolution française de 1789), c'est sa redécouverte du Bien commun primant sur les intérêts particuliers. Tout le reste en découle. Avant d'être économique, la révolution nationale-socialiste fut une révolution des esprits rendue possible par la situation d'alors : lassés d'une pauvreté endémique aggravée par les désunions

sociale et politique, les Allemands comprirent qu'ils étaient un seul peuple et que la mission première de chacun était d'œuvrer pour le bien de la communauté. Le slogan : « Un peuple, un Reich, un Führer » résumait parfaitement cette révolution. Le Front du Travail qui unissait patrons, cadres et ouvriers en fut la principale mise en œuvre. Ajoutons-y les camps de jeunesse qui brassaient toutes les catégories sociales. Sous Hitler, les uniformes portés par les groupements divers n'étaient pas le reflet d'une uniformisation, comme c'est le cas là où aucun principe supérieur n'anime le peuple, mais d'une réelle *unification*. La différence est capitale ; elle évite bien des méprises commises par trop d'observateurs superficiels.

Dans cette livraison de *Sans Concession*, le lecteur pourra lire un texte de Wilhelm Utermann publié en 1941 et intitulé : « Une économie sans crise ». L'auteur explique que le « miracle allemand » eut pour fondement la recherche première du Bien commun : « *en réunissant et en pénétrant toutes les activités, c'est le Parti qui a le plus contribué au succès de la politique économique. C'est grâce à lui que le principe "le Bien commun passe avant l'intérêt particulier" s'est imposé comme règle de toutes les aspirations et actions de l'économie politique. Seule cette réforme éthique de la pensée économique générale a permis d'éviter que le processus d'assainissement de l'économie ne fût compromis comme autrefois par des intérêts économiques particuliers.* »

Certains s'appuient sur le fait que le parti national-socialiste reçut le soutien de gros capitalistes, y compris américains, pour prétendre que Hitler fut un simple jouet du Système. Loin de nier ce soutien, j'affirme que la conclusion est fautive. Le fait que des capitalistes aient vu en Hitler un rempart contre le communisme qu'ils craignaient et un partisan de l'ordre sans lequel le commerce est entravé, il n'y a là rien que de très naturel. Mais ils étaient loin, très loin même, d'avoir compris l'essence profonde du national-socialisme, une essence qui le rendait totalement incompatible avec les idéologies démocratiques (libérales ou collectives). Martin de Briey, lui, l'avait parfaitement compris. En juin 1943, il écrit : « *Cette guerre dépasse mes patries respectives [...]. C'est [...] une révolution mondiale totalitaire qui oppose, avec l'inflexibilité de la nécessité historique, des idéologies fondamentales et des conceptions de vie collectives entre lesquelles il n'est pas de compromis possible* » (voy. *Le Lien*, juin 1943, p. 3).

Voilà pourquoi aujourd'hui encore, le national-socialisme est un véritable tabou. Vous pouvez vous revendiquer de Babeuf, de Lénine, de Trotski, de Staline, de Mao... Vous n'encourez les foudres de personne, et surtout pas de la Justice. Mais lorsque, début janvier 2005 dans une soirée costumée *privée*, le prince Harry se montra avec un brassard à croix gammée, le scandale fut européen. *The Sun* titra : « Harry le nazi », le quotidien belge *La Dernière Heure* renchérit : « Le fils de Diana joue à Hitler » (voy. SC, n° 11, pp. 28-30) et de partout, des cris offusqués retentirent. Pour calmer la colère, on annonça que le prince Harry irait visiter un « lieux de mémoire ». Ce dernier n'ayant pas obéi, l'affaire continua. Las, en février 2009, son père lui ordonna de visiter Auschwitz. Il fallut finalement attendre décembre 2010 pour que, enfin, le prince se rende au mémorial de l'Holocauste à Berlin. Pour avoir porté en privé un simple costume à croix gammée, Harry fut donc insulté, traîné dans la boue et harcelé pendant cinq ans, jusqu'à ce qu'il cède... Ajoutons à cela certaines firmes allemandes, le géant I.B.M., les Chemins de fer français... tous tracassés pour avoir « collaboré » avec le régime national-socialiste. Aujourd'hui, c'est l'orchestre philharmonique de Vienne qui doit se « pencher sur son passé nazi ».

Toutes ces affaires démontrent que le national-socialisme est devenu, dans nos sociétés laïques, le péché capital absolu. Pour avoir commis ce péché en portant un brassard à croix gammée, Harry a dû partir en « pèlerinage » non pas sur les pas du Christ mais dans un « lieu de mémoire ». Pour avoir « collaboré » (donc signé un

pacte avec le Diable), des personnes, des firmes, voire des pays doivent se repentir et réparer. Parallèlement, une « chasse aux sorcières » permanente est organisée, que ce soit contre des nonagénaires accusés de crimes de guerre ou des plus jeunes coupables de mauvaises pensées. Grâce à un arsenal de lois toujours plus sévères, l'Inquisition moderne débusque les hérétiques d'un nouveau genre.

Et pendant ce temps, la guerre idéologique continue. Le 13 février prochain, nous commémorerons le 68^{ème} anniversaire de la destruction de Dresde. Aujourd'hui, ce ne sont plus les bombes qui pleuvent, mais les livres, les films, les « témoignages »... Il n'y a là rien de surprenant : la guerre ayant changé de nature, le déluge de phosphore a été remplacé par un déluge de propagande écrite ou parlée. Finalement, la stratégie des vainqueurs d'hier reste la même. Elle consiste à écraser l'ennemi ; hier sous les bombes, aujourd'hui sous le papier, les bandes sonores et les pellicules.

Dans cette situation, il ne nous reste plus qu'à combattre avec l'aide de notre meilleure alliée : la vérité historique. La vérité n'est pas seulement un abri contre le déluge de propagande, elle reste une arme offensive. Dénoncer les mensonges de nos adversaires, produire des documents oubliés, révéler les enjeux de la guerre idéologique qui dure, voilà notre mission.

J'ajoute que ce souci d'exactitude doit nous interdire de cacher nos motivations. Je suis national-socialiste et je le dis sans honte. Car je ne le suis devenu ni par haine, ni par envie, ni par provocation. Je le suis devenu quand, adolescent, j'ai contemplé la réussite sociale du III^e Reich. J'ai alors compris que le vrai Hitler était très différent du portrait qu'on me montrait. Mes convictions se sont affermies lorsque, par la suite, j'ai appris que cette réussite avait eu pour cause l'adoption de principes philosophiques sains, parmi lesquels la préséance du Bien commun. C'est tout cela que je souhaite faire partager. Voilà pourquoi dans ce numéro spécial, je vous propose de (re)découvrir deux textes qui, bien que publiés en 1938 et en 1941, restent très actuels et très instructifs...

Une dernière remarque. Certains m'accuseront de nuire à la cause révisionniste en y mêlant la politique. Je leur demanderai de réfléchir. Avec raison, le professeur Faurisson a déclaré que les révisionnistes apportaient deux bonnes nouvelles : a) les juifs n'ont pas été exterminés ; b) il en est mort bien moins qu'on a pu le dire. Leur message devrait donc être accueilli au moins avec bienveillance (ce qui n'empêcherait pas un travail de vérification). Or, c'est le contraire qui advient. D'emblée, l'immense majorité se cabre. Toute discussion posée et rationnelle se révèle impossible. Pour les sionistes, passe encore ; Israël a besoin du prétendu « Holocauste » pour justifier son existence. Mais pourquoi de braves Européens indifférents au sionisme s'emportent-ils ? Un indien d'Amazonie qui contemplerait ce spectacle dirait : « Je comprends. Vous êtes antisémites et vous regretteriez que Hitler n'ait pas voulu les exterminer ». Il serait alors très surpris de voir ses interlocuteurs se récrier et dire qu'ils n'ont rien contre les juifs. Après un temps de réflexion, toutefois, il comprendrait : dans cette affaire, les juifs ne comptent pas ; il pourrait s'agir de Gascons, de Bantous ou d'Esquimaux, peu importe. L'important, c'est Hitler et, à travers lui, le national-socialisme. Il *faut* que Hitler ait ordonné d'exterminer les juifs *pour* pouvoir dire que le national-socialisme est une idéologie criminelle. L'enjeu véritable, sous nos latitudes, il est là. Voilà pourquoi, dans leur immense majorité, nos contemporains rejettent avec violence les conclusions révisionnistes. Ils le font tout d'abord par antinazisme. J'en conclus que le combat est politique. Par conséquent, pourquoi se cacher ?

Vincent Reynouard